PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La **MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**, Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13007 MARSEILLE, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée par délibération (**Pièce n°1**)

Ci-après désignée la **METROPOLE**,

D'une part,

ET :

La **société anonyme NOVATRANS**, au capital social de 5 909 554,00 €, n° SIREN 662 047 372, n° SIRET (siège) 66204737200468 dont le siège social est sis Tour ONYX, 10 rue Vandrezanne à PARIS CEDEX (75364), représentée par son Directeur Général en exercice, Monsieur Thibault FRUITIER, régulièrement habilité aux fins des présentes ;

Ci-après désignée la **société NOVATRANS** ou la **SOCIETE**,

D'autre part,

La METROPOLE et la SOCIETE étant ensemble désignées « les parties »,

IL A ETE PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

Le SYNDICAT MIXTE D'EQUIPEMENT EURO-ALPILLES, auquel s'est substituée la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, a été institué afin d'assurer la création et la réalisation de la plateforme logistique et d'un chantier de transport combiné rail/route (infrastructure intermodale rail-route destinée au transport de marchandises) sur le territoire des communes de Grans et de Miramas sur la zone d'activité Clésud.

Pour permettre la réalisation et la gestion du terminal de transport combiné rail-route, le Syndicat Mixte d'Equipement Euro-Alpilles a conclu le 9 octobre 2006 un bail emphytéotique prévu par l'article L.1311-2 du CGCT, avec la société CLESUD TERMINAL, ayant pour objet de confier à cette société les terrains d'emprise du projet, ainsi que le faisceau existant et les voies de desserte des bâtiments logistiques embranchés jusqu'en limite des terrains privés.

La société CLESUD TERMINAL a été constituée pour les besoins de ce projet, entre la Caisse des Dépôts (35 % du capital), la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse (35 %), le promoteur Projénor (15 %) et la société NOVATRANS (15%), cette dernière ayant pour objet l'affrètement et l'organisation des transports et exploitant à ce titre plusieurs terminaux de transport combiné en France.

La société CLESUD TERMINAL a réalisé les investissements et consenti un bail commercial à la société CLESUD EXPLOITATION, filiale à 100 % de la société NOVATRANS, pour l'exploitation des installations, au terme duquel cette société assure la gestion opérationnelle du chantier depuis sa mise en service en décembre 2007.

* * * * *

L'accès ferroviaire au terminal de transport combiné rail-route réalisé par CLESUD TERMINAL est assuré par une desserte ferroviaire réalisée sur le fondement d'une convention d'embranchement conclue le 21 juin 2005 entre Réseau Ferré de France (devenu SNCF RESEAU) et la SNCF d'une part, et le SME EURO-ALPILLES auquel a succédé la METROPOLE AIX MARSEILLE-PROVENCE, d'autre part, qui prévoit que cette dernière verse une redevance annuelle de raccordement d'un montant de 91 461 € HT révisable annuellement à la date anniversaire de la convention en fonction de l'indice national du bâtiment BT01.

La desserte ferroviaire est indispensable à l'exploitation par les divers occupants du site de leurs propres installations.

Si lors de la conclusion du bail emphytéotique avec la société CLESUD TERMINAL, il avait été convenu de différer la facturation de l'autre moitié de la redevance à cette dernière jusqu'à la mise en place d'un troisième train, l'évolution du trafic ferroviaire ne justifie plus, depuis 2014, ce traitement différencié.

Ainsi, chaque année depuis 2014, la redevance annuelle de raccordement des installations de transport combiné au réseau ferré est refacturée pour partie à la société NOVATRANS par l'émission de titres de recettes (l'autre moitié de cette redevance étant refacturée chaque année auprès des entreprises du site regroupées au sein d'une association syndicale libre CLESUD) :

- le 18 août 2014, titre de recettes n°2014-87 émis pour un montant de 59 974,36 € ;
- le 12 août 2015, le titre de recettes n°2015-63 émis pour un montant de 59 613,56 € ;
- Le 13 octobre 2016, le titre de recettes n°2016-T-390043 émis pour un montant de 58 871,54 € ;
- le 17 juillet 2017, le titre de recette n°2017-T-100088 a été émis pour un montant de 60 525,77 € ;
- Le 28 août 2018, le titre de recettes n°100072 a été émis pour un montant de 61 900,89 €.

Aucun titre de recettes n'a été émis au titre des années 2019 et suivantes.

* * * * *

Toutefois, la société NOVATRANS a engagé divers recours juridictionnels contre certains des titres de recettes, devant le juge administratif, qui s'est déclaré incompétent, puis devant le juge judiciaire.

Dans le même temps, en l'absence de paiement des différents titres exécutoires précités, le comptable public a émis plusieurs oppositions à tiers détenteur, systématiquement contestées par la SA NOVATRANS.

La société NOVATRANS a saisi le tribunal judiciaire de Marseille de deux assignations distinctes.

Dans la première affaire (RG 18/03420), **toujours pendante**, elle conclut à l'annulation, ainsi qu'à la décharge des sommes correspondantes, de l'ensemble des actes énumérés ci-après :

- le titre de recettes n°2015-63 émis le 12 août 2015, pour un montant de 59 613,56 € ;
- le titre de recette n°2017-T-100088 émis le 17 juillet 2017, pour un montant de 60 525,77 € ;
- l'OTD notifiée le 02/01/2017 pour un montant de 118 845,90 €, relative au titre exécutoire 2014 T87 du 25/08/2014 ;
- l'OTD notifiée le 28/03/2017 pour un montant de 59 613,56 €, relative au titre exécutoire 2015 T704000000087 du 12/08/2015 ;
- l'OTD notifiée le 26/04/2017 pour un montant de 59 613,56 €, relative au titre exécutoire 2015 T704000000087 du 12/08/2015 ;
- l'OTD notifiée le 12/06/2017 pour un montant de 58 871,54 €, relative au titre exécutoire 2016 T360043

du 13/10/2016 ;

- l'OTD notifiée le 18/07/2017 pour un montant de 118 485,10 €, relative au titre exécutoire 2016 T360043 du 13/10/2016
- l'OTD notifiée le 20/11/2017 pour un montant de 60 525,77 €, relative au titre exécutoire 2017 T100088 du 17/072017 ;
- l'OTD notifiée le 15/01/2018 pour un montant de 60 525,77 €, relative au titre exécutoire 2017 T100088 du 17/072017 ;
- l'OTD notifiée le 22/01/2018 pour un montant de 60 525,77 €, relative au titre exécutoire 2017 T100088 du 17/072017 ;
- l'OTD émise le 06/02/2018 pour un montant de 60 525,77 €, relative au titre exécutoire 2017 T100088 du 17/072017 ;
- l'OTD émise le 6 avril 2021 pour un montant de 58 871,54 €, relative au titre exécutoire 2016 T360043 du 13/10/2016.

La société NOVATRANS conclut également à la condamnation de la METROPOLE :

- au paiement de la somme de 118 485,10 € et de la somme de 130,00 € correspondant à la répétition des sommes saisies et frais bancaires associés ;
- au paiement de la somme de 20 000 € à titre de dommages-intérêts à raison de l'attitude prétendument fautive, dilatoire et abusive de la METROPOLE,
- au paiement de la somme de 5 000 € en application de l'article 700 du code de procédure civile,
- aux entiers dépens.

Dans la seconde affaire (RG 18/2411), le tribunal judiciaire de Marseille a annulé le titre exécutoire en date du 28 août 2018 d'un montant de 61 900,89 € et déchargé la société NOVATRANS de la somme correspondante et condamné la Métropole Aix Marseille Provence à payer à la société NOVATRANS la somme de 2.000 € en application de l'article 700 du code de procédure civile.

Cependant la METROPOLE a interjeté appel du jugement, l'affaire étant pendante devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence (RG n° 20/11574).

* * * * *

C'est dans ce contexte que la société NOVATRANS et la METROPOLE ont engagé des discussions en vue d'une résolution amiable du litige, qui ont permis d'aboutir à un accord.

Ainsi, par la signature du présent protocole transactionnel, qui constitue la matérialisation de leurs concessions réciproques, les parties entendent mettre un terme définitif au litige qui les oppose.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT PROTOCOLE

Par le présent protocole, les parties ont entendu opérer des concessions réciproques en vue :

- de mettre un terme aux litiges pendants devant le tribunal judiciaire de Marseille (RG 18/03420) et devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence (RG 20/11574),

et

- de traiter définitivement le sort des sommes dont la METROPOLE revendique le remboursement à raison du bénéfice que les sociétés CLESUD TERMINAL, CLESUD EXPLOITATION et NOVATRANS ont tiré de l'embranchement des installations du terminal de transport combiné CLESUD au réseau ferré de la société SNCF RESEAU, pour les années 2014 à 2021.

ARTICLE 2 : CONCESSIONS DE LA METROPOLE

- a) La METROPOLE renonce irrévocablement par la conclusion du présent protocole à réclamer à la société NOVATRANS, à la société CLESUD TERMINAL ou à toutes filiales de la société NOVATRANS (notamment CLESUD EXPLOITATION) les sommes suivantes :
- la moitié de la redevance d'embranchement payée par la METROPOLE à SNCF RESEAU pour l'année 2016, soit $117\,743,08 \text{ €} / 2 = \mathbf{58\,871,54 \text{ €}}$;
 - la moitié de la redevance d'embranchement payée par la METROPOLE à SNCF RESEAU pour l'année 2017, soit $121\,051,54 \text{ €} / 2 = \mathbf{60\,525,77 \text{ €}}$;
 - le quart de la redevance d'embranchement payée par la METROPOLE à SNCF RESEAU pour l'année 2018, soit $123\,801,78 / 4 = \mathbf{30\,950,45 \text{ €}}$.

Le montant total des sommes que la METROPOLE renonce à réclamer aux SOCIETES s'élève à 150 347,76 €.

En conséquence, la METROPOLE s'engage à faire procéder à l'annulation ou à la réduction des titres de recette identifiés ci-après :

Titres à annuler:

- Le titre de recettes n°2016-T-390043 émis le 13 octobre 2016 pour un montant de 58 871,54 € ;
- Le titre de recette n°2017-T-100088 émis le 17 juillet 2017, pour un montant de 60 525,77 € ;

Titre à réduire:

- Le titre de recettes n°100072 émis le 28 août 2018, pour un montant de 61 900,89 € : réduction à hauteur de 30 950,45 €.

L'annulation des titres de recette précités rendra sans objet les oppositions à tiers détenteur correspondantes, de même que la réduction du titre, à due concurrence de la somme réduite.

La Métropole communiquera à la Société NOVATRANS un extrait de titre exécutoire, contresigné par l'ordonnateur de la Métropole ou son délégataire et le comptable public, mentionnant les deux titres de recette annulés et le titre de recette dont le montant aura été réduit, précités. **La Métropole procédera à cette communication d'extrait de titre exécutoire dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification par la Métropole à la société NOVATRANS du protocole préalablement signé par les deux parties.**

- b) En outre, la METROPOLE renonce irrévocablement à réclamer à la société NOVATRANS, à la société CLESUD TERMINAL ou à toutes filiales de la société NOVATRANS (notamment CLESUD EXPLOITATION) une quelconque somme au titre de la refacturation de la partie de la redevance d'embranchement acquittée auprès de SNCF RESEAU, pour les années 2019, 2020 et 2021, soit un montant de 193 041,20€.
- c) Enfin, la METROPOLE s'engage à se désister de son action dans l'instance enregistrée à la cour d'appel d'Aix-en-Provence sous le numéro RG 20/11574. La Métropole procédera à ce désistement

dans un délai maximum de 15 jours à compter du versement par la société NOVATRANS de la somme de 150 538,36 € telle que définie à l'article 3 a) du présent protocole.

ARTICLE 3 : CONCESSIONS DE LA SOCIETE NOVATRANS :

- a) La Société NOVATRANS s'engage irrévocablement par la conclusion du présent protocole à régler à la METROPOLE les sommes suivantes :
- la moitié de la redevance d'embranchement payée par la METROPOLE à SNCF RESEAU pour l'année 2014, soit $119\,348,72 \text{ €} / 2 = 59\,974,36 \text{ €}$;
 - la moitié de la redevance d'embranchement payée par la METROPOLE à SNCF RESEAU pour l'année 2015, soit $119\,227,12 \text{ €} / 2 = 59\,613,56 \text{ €}$;
 - le quart de la redevance d'embranchement payée par la METROPOLE à SNCF RESEAU pour l'année 2018, soit $123\,801,78 / 4 = 30\,950,44 \text{ €}$.

Le montant total des sommes que la Société NOVATRANS s'engage à régler s'élève à 150 538,36 €.

La Société NOVATRANS procédera au versement de cette somme dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification par la Métropole de l'extrait de titre exécutoire, contresigné par l'ordonnateur de la Métropole ou son délégataire et le comptable public, mentionnant les deux titres de recette annulés et le titre de recette dont le montant aura été réduit, tel que mentionné à l'article 2 a) du présent protocole.

- b) **La société NOVATRANS s'engage à se désister de son action dans l'instance enregistrée au tribunal judiciaire de Marseille sous le numéro RG/03420. La Société NOVATRANS procédera à ce désistement dans un délai maximum de 15 jours à compter du versement auquel elle aura procédé au profit de la Métropole de la somme de 150 538,36 € visé au a) du présent article.**

ARTICLE 4 : DÉLAI ET MODALITÉS DE PAIEMENT

La société NOVATRANS s'engage à procéder au paiement de la somme de 150 538,36 € au profit de la METROPOLE, par virement sur le compte CARPA ouvert au titre de la présente affaire.

Pour rappel, il y sera procédé dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification par la Métropole de l'extrait de titre exécutoire, contresigné par l'ordonnateur de la Métropole ou son délégataire et le comptable public, mentionnant les deux titres de recette annulés et le titre de recette dont le montant aura été réduit, tel que mentionné à l'article 2 a) du présent protocole.

ARTICLE 5 : FRAIS ENGAGES PAR LES PARTIES

Chacune des parties conservera l'intégralité des frais qu'elle aura exposés jusqu'à l'établissement du présent protocole, en ce compris les frais de leur conseil.

ARTICLE 6 : PORTEE ET EFFETS DU PROTOCOLE

Chacune des parties s'engage à exécuter le présent protocole de bonne foi, celui-ci ayant été établi

conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Les parties déclarent chacune en ce qui les concerne que leur consentement au présent acte est libre et traduit leur volonté éclairée.

Elles déclarent avoir été informées au préalable de leurs droits et obligations, tant à raison du différend existant entre elles que de la conclusion du présent accord.

La présente transaction constitue en conséquence un accord définitif ayant autorité de la chose jugée en dernier ressort entre les parties, étant rappelé que la transaction ne peut être attaquée, ni pour cause d'une erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Le présent accord vaut ainsi renonciation à toute action de la part des parties à toutes les instances relatives au litige objet du présent protocole tel que défini à l'article 1.

ARTICLE 7 : DIFFERENDS ET CONTESTATIONS

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution du présent protocole relève de la compétence du Tribunal administratif de Marseille.

ARTICLE 8 : DATE DE PRISE D'EFFET

Le présent protocole prendra effet à sa signature, laquelle n'interviendra qu'une fois la délibération habilitant le Président de la METROPOLE à cette signature devenue exécutoire et pleinement définitive (pour être notamment purgée du droit au recours des tiers).

ARTICLE 9 : PIECES ANNEXES

Outre, le présent texte, l'accord comporte les pièces suivantes :

Pièce n°1 : délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence habilitant sa Présidente à signer le présent protocole

Fait à, _____, en quatre exemplaires originaux, le

La Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE

La société NOVATRANS

(Faire précéder la signature de la mention manuscrite : « *Lu et approuvé* »)